

République



Togolaise

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

29^{ème} conférence des parties
à la convention-cadre des Nations Unies sur
les changements climatiques

BAKOU, 11 AU 22 NOVEMBRE 2024

SOMMET DES LEADERS MONDIAUX SUR L'ACTION CLIMATIQUE

Bakou, 12 novembre 2024

**DÉCLARATION DE SON EXCELLENCE,
MONSIEUR FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégation,

Distingués délégués,

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes ici pour rappeler une vérité simple: les promesses climatiques non tenues ne suffisent plus.

Chaque année, l'urgence s'accroît. Chaque année, l'inaction s'approche d'un point de non-retour. Il est temps que nos actions reflètent l'ampleur de l'urgence pour nous amener dans cette direction.

Je voudrais faire deux observations ; la première, c'est qu'il faut une véritable justice climatique. C'est à dire une responsabilité partagée mais différenciée entre les pays. L'Afrique paye le plus fort de la crise climatique. Nous contribuons peu aux émissions globales. Nous en subissons néanmoins les impacts les plus sévères. Ce sont nos écosystèmes, notre sécurité alimentaire et nos économies qui sont en première ligne de cette crise.

Notre besoin de justice climatique ne peut plus être ignoré. En tant que dirigeants, notre responsabilité à chacun est d'aller au-delà des promesses et d'agir concrètement.

Le Togo est prêt à faire sa part. Nous avons fait de la durabilité, le pilier de notre développement, avec des programmes de reforestation, de protection côtière contre l'érosion et une transition énergétique basée sur les énergies renouvelables.

Mais nous n'allons pas seuls, inverser la tendance mondiale. C'est la justice climatique qui doit être la boussole de toutes nos discussions ici. Elle demande à ce que des fonds de soutien conséquents soient déployés pour protéger nos populations et notre biodiversité.

Elle exige aussi que les grands émetteurs reconnaissent enfin explicitement ce principe de justice climatique dans les accords internationaux.

Mon second point, c'est qu'il faut des solutions sur mesure aux défis climatiques africains. Il y a des spécificités africaines dues à la crise climatique en plus du fardeau disproportionné. Les profils de risques climatiques de nos pays sont souvent différents de ceux observés ailleurs.

Il faut aussi reconnaître que l'adaptation climatique présente des défis uniques pour des économies en développement et des sociétés largement rurales. Ces défis spécifiques appellent des réponses spécifiques.

Il nous faut des solutions adaptées aux réalités africaines, mais aussi des mécanismes adaptés pour atteindre ces solutions. Nous ne pouvons pas nous contenter de discussions génériques ni de solutions standardisées. Cela signifie financer la régénération écologique de nos littoraux et développer des infrastructures rurales résilientes. Cela implique aussi des modes de financement flexibles et accessibles dédiés aux pays vulnérables.

Enfin, il faut veiller à ce que ces investissements se fassent de manière cohérente avec nos autres besoins et engagements.

J'appelle donc à une solidarité climatique authentique où les engagements financiers sont tenus et renforcés. Nos solutions pour le climat doivent être pensées comme des investissements dans notre avenir collectif, pas comme des aides temporaires.

Je vous remercie.